



**Déclaration des représentants
de la FNEC-FP-FO 37
F3SCT-D du 14 janvier 2026**

L'année vient de s'ouvrir avec l'agression militaire américaine au Venezuela, avec le bombardement de sa capitale Caracas et l'enlèvement du président Maduro, marquant une escalade majeure et menaçant la paix dans le monde entier. Lundi dernier, le président Trump a reçu le premier ministre israélien dans sa propriété de Mar-a-Lago, où il a proféré une série de menaces visant à intensifier la guerre dans tout le Moyen-Orient, dans un contexte où se poursuit le génocide en Palestine.

La FNEC-FP-FO a réaffirmé lors de son récent congrès qu'elle soutient et participe à toutes les mobilisations en faveur des peuples victimes de guerres et/ou de conflits, dans la tradition du mouvement ouvrier international et en référence à la phrase d'Anatole France « on croit mourir pour la patrie et on meurt pour des industriels » !

Ne pas voir aujourd'hui que cette marche à la guerre est le facteur majeur de la politique menée dans notre pays par le gouvernement illégitime Macron Lecornu serait être aveugle ! D'ailleurs ce même gouvernement vient de publier la loi de Financement de la Sécurité Sociale, qui est un budget de guerre contre l'accès aux soins, l'hôpital public et les assurés sociaux.

Les mesures austéritaires s'en prennent aux salaires, aux pensions, aux malades (avec la baisse d'indemnisation des arrêts maladie, la minoration-suppression de la prime de vie chère pour les congés maladie des agents ultra-marins, la limitation de la durée de l'arrêt de travail initial). C'est pourquoi notre organisation syndicale soutient totalement la grève des médecins généralistes.

La FNEC-FP-FO 37 présente, ainsi, l'avis suivant : *la F3SCT D dénonce le PLFSS 2026, présenté en décembre par un gouvernement illégitime et voté par une très faible majorité de circonstance à l'Assemblée nationale qui sera responsable et coupable des conséquences de ce budget ; ce PLFSS prévoit notamment de nouvelles coupes budgétaires dans les hôpitaux, mettant encore plus en danger en particulier les personnels de l'Education Nationale qui seront victimes de pathologies.*

Nouvel élément de paupérisation des personnels de l'Education nationale, la « PSC » dont l'affiliation obligatoire a commencé dans l'académie, et que nous avons seuls refusé de signer dans l'Education nationale, suscite, une colère générale des collègues.

Malgré la participation employeur, les plus précaires gagnant 1500 ou 1800 euros brut, voire des familles avec un traitement plus conséquent, n'ont eu qu'à faire une simulation sur le site de l'opérateur pour réaliser qu'à la fin du mois, ils auront encore moins d'argent

qu'avant pour vivre. Une collègue ayant des enfants handicapés a constaté que la prime pour enfants handicapés disparaît, et constate un doublement du coût pour ses enfants. C'est inacceptable !

Nous déposons l'avis suivant : *la F3SCT D se prononce pour l'annulation du caractère obligatoire de l'affiliation à la MGEN dans le cadre de la PSC.*

Les discussions au parlement doivent reprendre en janvier sur le PLF 2026, une loi spéciale ayant été adoptée dont le principe est de reconduire temporairement le budget de l'année 2025. Le décret et les circulaires d'application sont très restrictifs. Il est demandé aux ministères de limiter les dépenses au strict minimum (gel de crédits, gel des recrutements et des promotions...).

Cela n'empêche pas la ministre déléguée aux Armées, de promettre de « faire le maximum » pour que l'armée reçoive bien les 6,7 milliards d'euros promis en 2026.

A ce propos, avez-vous reçu des consignes concernant la ligne budgétaire 2026 ? Si oui, quelles sont-elles ?

Enfin, les personnels ont dû faire la rentrée sous des conditions climatiques très extrêmes : températures négatives, verglas, gel etc. Qu'en-est-il de la protection des personnels de la part du ministère et de la direction académique ? En effet, ils peuvent se mettre en danger en se rendant sur leur lieu de travail. Nous demandons que des consignes soient immédiatement adressées aux personnels afin de ne pas les exposer à des accidents de trajet. Nous demandons que les collègues empêchés de circuler ne soient pas inquiétés (aucune pression, ni retrait de salaire...). Quid des problèmes de chauffage dans les écoles et de l'état de vétusté bâtimmentaire ? Notre organisation syndicale n'a de cesse d'alerter, depuis des années, sur les nombreuses écoles et **établissements scolaires** dans le département qui sont de véritables passoires thermiques.

Lors de la F3SCT-D du 20 février 2024, nous avions demandé qu'un bilan soit réalisé pour faire état des travaux réalisés dans les établissements scolaires de notre département. A ce jour, alors que nous connaissons des périodes de très grand froid en hiver et d'intenses chaleurs en fin d'année, nous n'avons aucune réponse à l'avis émis le 20 février 2024. Nous réitérons notre demande.

La FNEC-FP-FO présente à nouveau les avis suivants (de la F3SCT-D du 4/11/25) :

Avis n°4 : *La F3SCT rappelle que toutes les fiches RSST papier doivent parvenir aux membres de la F3SCT.*

Avis N° 5 : *La F3SCT, considérant les conditions de travail très dégradées des AESH, liées aux manques d'AESH dans les établissements scolaires et de leur mutualisation auprès des élèves, demande que le nombre de postes d'AESH soit abondé en fonction des besoins figurant sur les notifications de la MDPH.*

Avis contradictoire à l'avis proposé par la FSU :

La F3SCT-D demande la création de postes de RASED, de PSYEN, de places en établissements médico-sociaux et le recrutement de médecins scolaires et d'infirmières scolaires à hauteur des besoins.